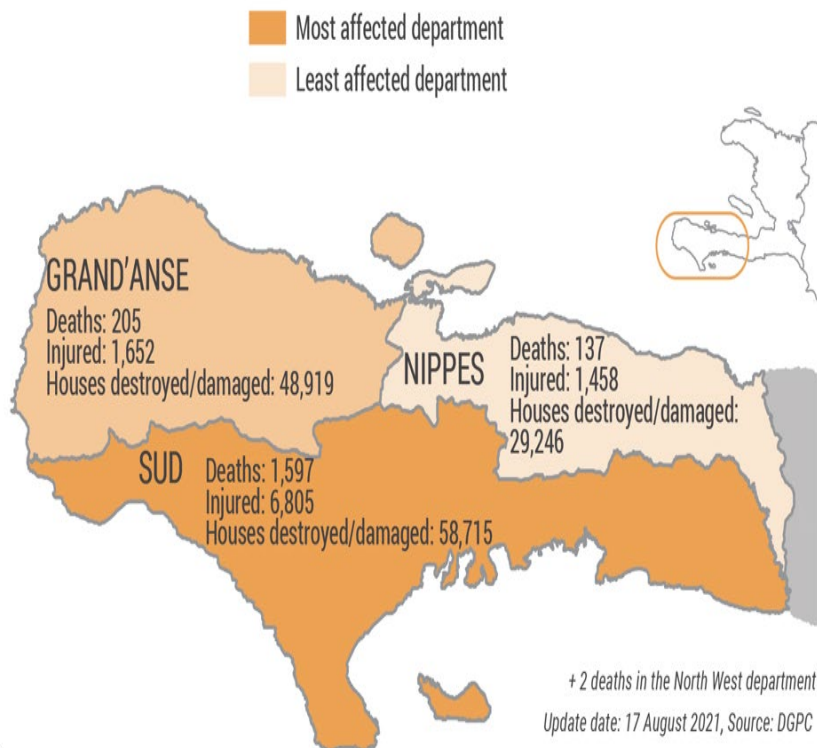


POINTS SAILLANTS

- Le nombre de morts a grimpé à près de 2 000 et plus de 9 900 blessés, des chiffres qui continueront probablement à augmenter car les opérations de recherche et de sauvetage sont toujours en cours.
- La Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) civile haïtienne (DGPC) a déclaré que 137 000 familles ont été touchées dans les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes. Environ 500 000 personnes, soit 40 % de la population totale des départements dans les départements touchés, ont besoin d'une humanitaire d'urgence.
- Près de 61 000 maisons ont été détruites et plus de 76 000 ont subi des dommages dans les trois départements les plus touchés, laissant des milliers de personnes sans abri et entraînant un besoin urgent de solutions pour un hébergement d'urgence.
- Une première évaluation rapide a révélé que 24 établissements de santé ont été touchés dans les départements du Sud, Nippes et de la Grand'Anse, dont 20 ont subi des dommages aux infrastructures et 4 ont été détruits.
- Le passage de la dépression tropicale Grace a eu un impact modéré sur Haïti, avec des inondations à Jacmel, Les Cayes et Marigot, ce qui a créé des risques supplémentaires pour la sécurité des maisons endommagées et les personnes laissées sans abri par le tremblement de terre.
- Aujourd'hui, 18 août, deux autres convois humanitaires sont prévus pour apporter une aide aux personnes dans le besoin. Les convois se sont heurtés à des barrages routiers érigés par des communautés dont les besoins ne sont pas satisfaits, ce qui souligne la nécessité de rendre des comptes aux populations affectées (AAP) et de communiquer avec elles (CAC).



Source: DGPC

1 941

Décès déclarés

(Source: DGPC)

9 900

Personnes blessées

(Source: DGPC)

24

24 établissements de santé touchés et 4 détruits

(Source: PAHO)

500 000

Personnes ayant besoin d'aide dans les 3 départements touchés (Sud, Grand'Anse et Nippes)

(Source: DGPC)

137 000

Maisons endommagées ou détruites

(Source: DGPC)

APERÇU DE LA SITUATION

Quatre jours après le tremblement de terre dévastateur de magnitude 7,2 qui a frappé le sud-ouest d'Haïti, le niveau de destruction et de désespoir est de plus en plus évident. Au 18 août, le bilan des victimes s'élève à près de 2 000 morts et à plus de 9 900 blessés, des chiffres qui ont augmenté exponentiellement depuis les premières heures après le séisme du 14 août et qui continueront probablement à grimper car les opérations de recherche et de sauvetage sont toujours en cours pour identifier les victimes et de retrouver les centaines d'autres personnes qui sont toujours portées disparues. Le département du Sud enregistre plus de 80 pour cent des décès jusqu'à présent, (près de 1 600), tandis que 205 personnes sont mortes dans la Grand'Anse et 137 dans les Nippes.

Bien que les évaluations n'en soient qu'à leurs débuts, la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) indique que 137 000 familles ont été affectées dans les trois départements les plus touchés (Sud, Grand'Anse et Nippes), et qu'au moins 500 000 personnes ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence dans ces départements, soit environ 40 pour cent des 1,6 million de personnes vivant dans les trois départements.



Crédit photo: UNICEF Haïti

Parmi les personnes affectées, on compte 1 475 personnes vivant avec un handicap, dont 720 femmes et enfants, qui ont besoin d'une assistance urgente pour répondre à leurs besoins différenciés, car elles sont plus vulnérables aux abus et à la violence, y compris la violence sexuelle et basée sur le genre, à la discrimination et à l'exclusion de l'assistance.

Lorsque la dépression tropicale Grace est passée sur la péninsule sud d'Haïti entre le 16 et le 17 août, les missions de recherche et de sauvetage ont été temporairement affectées. Cependant, les opérations se sont intensifiées avec l'arrivée d'équipes de recherche et de sauvetage supplémentaires et le personnel humanitaire se mobilise afin d'accélérer les opérations. Les équipes de recherche et de sauvetage ont réussi à sauver au moins 34 personnes des décombres. Grace a déversé environ 10 pouces de pluie (environ 25 cm) sur les mêmes régions du sud-ouest du pays qui souffrent encore de l'impact du tremblement de terre de magnitude 7,2. Les villes côtières, telles que Jacmel, Les Cayes et Marigot, ont subi des inondations considérables. Les autorités de la protection civile appellent les personnes touchées à la plus grande vigilance, car la combinaison de fortes pluies et de possibles répliques du tremblement de terre pourrait faire s'écrouler les murs et les toits fissurés des maisons endommagées.

Les parties sud et ouest du pays, en particulier les départements du Sud, de la Grand'Anse et des Nippes, ont subi des dommages et des pertes dévastateurs, notamment au niveau des logements, des bâtiments, des infrastructures essentielles et des routes. Cependant, les infrastructures portuaires, aéroportuaires et de télécommunications n'ont pas subi de dégâts majeurs. Selon la DGPC, près de 61 000 habitations ont été détruites et plus de 76 000 ont subi des dommages, laissant des milliers de personnes sans abri. Le nombre de personnes déplacées et de sans-abri va probablement continuer à augmenter dans les jours et les semaines à venir, créant un besoin urgent de solutions d'hébergement d'urgence.

Cependant, de nombreux abris officiels ont subi différents degrés de dommages dans les zones les plus touchées, obligeant les personnes déplacées qui ne peuvent pas rester avec leur famille ou leurs amis à installer des tentes de fortune construites en bois et en bâche pour se protéger des pluies battantes, dont beaucoup ont été démolies par les vents violents de la dépression tropicale Grace. Les personnes dont les maisons sont détruites se réfugient dans des points de

rassemblement, principalement des places publiques et des terrains vagues. Il en existe 5 dans le département du Sud et 33 dans celui des Nippes.

Les responsables gouvernementaux s'efforcent de procéder à des évaluations rapides de la sécurité des bâtiments afin d'identifier les lieux susceptibles de fournir un abri aux personnes déplacées et aux sans-abri, mais de fortes pluies ont retardé ces évaluations les 16 et 17 août.

Avant même que le séisme ne frappe, 19 000 personnes déplacées par la violence des gangs, certaines résidant dans des sites formels et d'autres dans des sites informels, avaient besoin de solutions d'hébergement durables. Les déplacements déclenchés par le séisme ont exacerbé les problèmes d'hébergement existants pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Avec des milliers de personnes déplacées dormant dans les rues alors que les pluies s'abattent, les populations vulnérables sont de plus en plus exposées au risque croissant de maladies infectieuses, dont le choléra, les infections respiratoires aiguës, les maladies diarrhéiques et le paludisme. Les déplacements à grande échelle, les mauvaises conditions de vie et l'accès limité à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH) sont des causes majeures de préoccupation, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Dans la commune de Pestel, Grand'Anse, près de 1 810 citernes d'eau ont été endommagées ou détruites, créant un besoin urgent d'eau potable et d'assainissement.

Dans les trois départements les plus durement touchés, le système de santé a été sévèrement mis à mal alors que les besoins en matière de santé continuent de croître de manière exponentielle après le séisme, ce qui fait de l'intervention humanitaire dans le domaine de la santé une priorité de réponse essentielle pour garantir l'accès à une assistance vitale et la poursuite d'autres services essentiels, y compris ceux de la santé sexuelle et reproductive. Une première évaluation rapide a révélé que 24 établissements de santé ont été touchés dans les départements du Sud, des Nippes et de la Grand'Anse, dont 20 ont subi des dommages infrastructurels et 4 ont été détruits.

La gestion de la complexe situation sécuritaire et la négociation de l'accès humanitaire représentent les plus grands défis auxquels sont confrontés les partenaires humanitaires. Malgré des négociations réussies pour l'ouverture d'un "couloir humain" à travers les secteurs contrôlés par les gangs, des convois humanitaires à destination du sud, durement touché, ont été bloqués par les communautés sinistrées, dont les besoins liés aux différentes crises en cours ou au récent séisme en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, de santé et d'insécurité alimentaire n'ont pas encore été satisfaits. Elles demandent que leurs besoins soient satisfaits avant que le convoi ne poursuive sa route. Aujourd'hui, 18 août, deux autres convois humanitaires sont prévus pour apporter une aide humanitaire aux personnes dans le besoin.

Malgré sa force et sa profondeur, le séisme est moins catastrophique que celui de 2010, qui a fait plus de 300 000 morts et 1,5 million de blessés. Néanmoins, l'impact du séisme du 14 août a été dévastateur, d'autant plus que le pays était encore en train de se remettre de l'impact de l'ouragan Matthew en 2016 qui a touché beaucoup des mêmes personnes dans la péninsule sud qui luttent encore pour réparer ou reconstruire leurs maisons et leurs moyens de subsistance. Ces personnes touchées par la crise, dont les besoins ne feront qu'augmenter dans les semaines et les mois qui suivront ce séisme dévastateur, manquent des ressources nécessaires pour se remettre d'une nouvelle crise. De nouveaux besoins se chevaucheront et exacerberont ceux qui émergent déjà d'autres crises, y compris la pandémie de COVID-19, les déplacements internes dus à la violence des gangs et l'insécurité alimentaire croissante, créant potentiellement une crise prolongée dans un contexte d'instabilité politique et d'insécurité chroniques.

RÉPONSE HUMANITAIRE

Coordination

La DGPC continue de coordonner les efforts de réponse nationaux, en collaboration avec les ministères de tutelle et les partenaires humanitaires, par l'intermédiaire du Centre national des opérations d'urgence (COUN). Le gouvernement a entièrement mobilisé les équipes de réponse rapide dans les départements les plus touchés afin de mener des opérations de recherche et de sauvetage, d'acheminer l'aide alimentaire et les fournitures médicales, et de dégager les routes et les ponts endommagés par le séisme. Sur la base des leçons tirées du séisme de 2010, les autorités nationales appellent tous les partenaires à capitaliser sur l'expertise et les capacités nationales dans le pays. En soutien à l'effort de régional, l'Agence

caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA) a activé son mécanisme de réponse régional et, à la demande du gouvernement, mis en place son mécanisme d'intervention régional et, à la demande du gouvernement, déploiera une équipe de soutien opérationnel de la CARICOM (COST) afin de fournir un soutien opérationnel et de coordination au COUN.

Au lendemain du tremblement de terre, la communauté internationale a réagi rapidement. Une équipe d'évaluation et de coordination des catastrophes des Nations unies (UNDAC), composée de 10 membres, est maintenant sur le terrain, avec l'équipe de soutien des Amériques (AST) et Atlas Logistics, afin de faciliter la coordination des activités de réponse internationales et la gestion des informations en soutien aux efforts de réponse nationaux. L'équipe UNDAC sera déployée au niveau départemental pour renforcer la coordination, avec trois membres de l'équipe déployés dans chacun des trois départements les plus touchés, et un au niveau national. La coordination des organisations non gouvernementales se fera en étroite collaboration avec la DGPC et OCHA.

Par ailleurs, le Bureau régional d'OCHA au Panama (ROLAC) a organisé une troisième réunion ad hoc du Groupe régional sur les risques, risques, les urgences et les catastrophes pour l'Amérique latine et les Caraïbes (REDLAC) afin d'échanger des informations sectorielles et de coordonner les efforts régionaux, tandis que les agences des Nations Unies et les partenaires humanitaires activent leurs mécanismes de réponse rapide respectifs et intensifient leurs activités de réponse. La cellule d'évaluation et d'analyse (A&A) activée par ROLAC poursuit son travail d'évaluation à distance et de gestion de l'information, en liaison étroite avec l'équipe de l'UNDAC sur le terrain.

La cellule de crise sanitaire (UNGUS) a été activée pour coordonner et fournir un soutien à la réponse d'urgence sanitaire. Des équipes d'évaluation rapide ont été déployées et plusieurs équipes médicales, des médicaments et équipements essentiels ont été distribués en fonction des besoins signalés. Les équipes médicales nationales ont traité plus de 1700 blessés dans les trois départements les plus touchés, et plus d'une douzaine de blessés graves ont été transférés dans des établissements de santé du département de l'Ouest pour y être soignés. Pour renforcer sa réponse sanitaire d'urgence, le Ministère de la Santé (MSSP) a demandé au Centre de Coordination des Réactions d'Urgence de la Commission européenne d'activer son réseau d'équipes médicales d'urgence.

Réponse internationale

L'aggravation de la situation de la sécurité alimentaire, même avant le séisme, reste une préoccupation majeure. On estime que 4,4 millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes, soit près de 40 % de la population, sont confrontés à une insécurité alimentaire aiguë élevée, dont 1,1 million de personnes classées en urgence (phase 4 du CIP) et 3,1 millions de personnes en crise (phase 3 du CIP), tandis qu'environ 217 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère et modérée, une situation qui risque d'être exacerbée pour les personnes les plus touchées par le séisme. Le Programme alimentaire mondial (PAM) a prépositionné 3 500 tonnes de nourriture dans tout Haïti et va commencer à fournir une aide alimentaire aux personnes touchées par le tremblement de terre, en plus du soutien que le PAM continue d'apporter aux personnes touchées par d'autres urgences en cours dans le pays.

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), quant à elle, a commencé à livrer des articles non alimentaires, notamment des couvertures, des bâches et des kits de réparation à Miragoâne, aux Cayes et à Jérémie, tandis que le secteur des abris explore des solutions plus durables basées sur les besoins évalués dans un contexte de déplacement généralisé. Le PAM donne la priorité à tout son soutien logistique pour transporter les équipes de recherche et de sauvetage, les acteurs de la santé et les fournitures médicales vers Les Cayes, Jérémie et les autres zones affectées. Pour faciliter les besoins logistiques, un service de transport maritime côtier a été testé le 16 août et trois voyages ont été effectués transportant des véhicules chargés d'aide et d'approvisionnement en carburant.

Les gouvernements d'Amérique latine et des Caraïbes ont rapidement mobilisé du personnel et du matériel pour soutenir les opérations nationales de recherche et de sauvetage et l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes les plus démunies. Le 16 août, le gouvernement chilien a envoyé un Boeing KC-135 transportant plus de 16 tonnes d'aide humanitaire, y compris des médicaments essentiels, 11 000 litres d'eau purifiée, des rations alimentaires et des kits d'hygiène. De même, le gouvernement du Mexique a envoyé deux avions de transport de l'armée de l'air mexicaine avec 60 militaires spécialisés dans la recherche et le sauvetage ainsi que dans l'assistance médicale, avec près de 20 tonnes d'aide humanitaire, dont des médicaments, des fournitures médicales, de la nourriture et du matériel de sauvetage. Par ailleurs, le gouvernement colombien a envoyé deux avions de l'armée de l'air colombienne chargés de nourriture, d'eau, des kits d'hygiène, des tentes et d'autres

articles de secours, ainsi que des équipes de recherche et de sauvetage en milieu urbain (USAR) pour soutenir les efforts de réponse.

En soutien à l'équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) récemment déployée, USAID a demandé l'appui du Département de la Défense US Southern Command (SOUTCOM) pour fournir un transport aérien afin de déplacer le personnel de la DART et les fournitures de secours vers les zones touchées, renforçant ainsi les capacités de réponse dans un contexte où les moyens aériens limités et les difficultés à déplacer le personnel et les fournitures sur terre créent de nombreux problèmes logistiques.

SOUTHCOM envoie huit hélicoptères afin de soutenir les efforts de réponse et fournit des images aériennes pour appuyer l'évaluation des dommages. De même, les vols du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies (UNHAS) continuent de soutenir l'acheminement de fournitures et de personnel médical vers les zones touchées. Cependant, le PAM a besoin d'un montant de 1,4 million de dollars américains pour maintenir ce service essentiel pour la communauté humanitaire jusqu'à la fin de 2021.

Financement de l'aide humanitaire

La communauté internationale a également agi rapidement pour lancer des appels à financement et mobiliser les fonds des donateurs pour l'aide humanitaire en Haïti. Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) a alloué 8 millions de dollars pour fournir une assistance vitale dans les domaines des soins de santé, de l'eau potable, des abris d'urgence et de l'assainissement. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) a lancé un appel d'environ 10,9 millions de dollars pour aider la Croix-Rouge haïtienne à fournir une assistance d'urgence et à aider 25 000 personnes touchées par le séisme à se remettre rapidement. Par ailleurs, l'UE alloue environ 3,5 millions de dollars pour la fourniture d'une assistance médicale aux hôpitaux débordés, ainsi que pour les services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, des abris et des services de protection pour les personnes les plus touchées. Américains a livré près de 3 millions de dollars de médicaments et de matériel de secours, dont 9 tonnes de fluides intraveineux destinés aux Cayes.

LACUNES ET DÉFIS

Sécurité et accès humanitaire

La situation sécuritaire volatile et les contraintes d'accès humanitaire continuent d'être parmi les plus grands défis auxquels sont confrontés les autorités nationales et les partenaires humanitaires dans les premiers jours de la réponse. Alors que la communauté humanitaire se félicite des efforts de toutes les parties prenantes pour négocier et sécuriser l'accès aux zones les plus touchées, cet accès devra être maintenu à long terme, compte tenu notamment du manque de moyens aériens et maritimes disponibles pour atteindre les personnes affectées.

Les fortes pluies apportées par la dépression tropicale Grace sur le sud-ouest d'Haïti les 16 et 17 août ont déclenché des inondations et des coulées de boue localisées, qui ont temporairement suspendu les opérations de réponse et continueront à les compliquer dans les jours à venir prochains jours. Le ministère des Travaux publics, des Transports et des communications a dégagé les débris d'un glissement de terrain provoqué par le séisme qui bloquait la route nationale 7 (RN#7), une route clé en termes d'accès humanitaire puisqu'elle humanitaire, puisqu'elle relie Les Cayes et Jérémie, mais avertit que certaines parties de la route sont susceptibles de s'effondrer.



Crédit photo: UNICEF Haïti

Responsabilité envers les populations affectées (AAP) & Communication avec les communautés (CAC)

Alors que les opérations de réponse sont en cours, les premiers convois se déplaçant le long du couloir humanitaire nouvellement établi, sûr et sécurisé, ont été confrontés à certaines contraintes d'accès, car les communautés sinistrées le long de la route vers le sud de la péninsule les ont bloqués. Elles réclament que leurs besoins liés à d'autres urgences en cours ou au séisme soient pris en compte, ce qui met en évidence la nécessité d'une communication efficace avec les communautés (CAC) dans un environnement de réponse aussi complexe.

Les acteurs humanitaires, y compris les agences responsables de secteur, l'équipe humanitaire de pays et l'UNDAC, doivent donner la priorité à la responsabilité envers les populations affectées (AAP) et intégrer de manière significative la CAC dans l'évaluation des besoins et les plans d'intervention, se coordonner avec l'architecture humanitaire existante dans le pays et les autorités compétentes pour atténuer les risques liés aux lacunes de communication et à la propagation des rumeurs, identifier les besoins d'information et les canaux de communication préférés des personnes affectées, et établir des canaux de communication bidirectionnels pour les réactions et les plaintes de la communauté.

Dans l'immédiat, l'accent doit être mis sur la diffusion d'informations urgentes et vitales par le biais de la radio et des médias sociaux, en s'appuyant sur les réseaux existants et de confiance pour une forte mobilisation du public. En collaboration avec les autorités désignées, les partenaires humanitaires sont appelés de toute urgence à réactiver le groupe de travail CwC afin de développer une stratégie commune et des actions prioritaires, y compris des messages précoces, clairs et inclusifs par le biais des canaux préférés de la communauté, afin d'atténuer la prolifération des rumeurs et les risques potentiels qui peuvent survenir, en particulier pendant et après les distributions de secours.

Santé (y compris COVID-19), Protection, Abris et WASH

La capacité affaiblie du système de santé dans un contexte de croissance exponentielle des besoins sanitaires est également l'un des plus grands défis de la réponse. Selon le MSSP, les lacunes persistantes de la réponse sanitaire d'urgence sont dues à un manque de personnel médical, notamment de médecins généralistes et de spécialistes, de médicaments et de fournitures médicales, ainsi que de soutien logistique pour livrer les fournitures, déployer le personnel dans les zones touchées et transférer les patients.

L'eau, l'assainissement et l'hygiène (WASH) constituent une autre lacune majeure, non seulement dans les établissements de santé accueillant des blessés, qui ont besoin de capacités de stockage d'eau améliorées et de la reconstruction ou de la réhabilitation des installations WASH, mais aussi pour les familles dont les maisons se sont effondrées qui doivent avoir accès à de l'eau potable et à des produits d'hygiène. Les interventions dans le secteur WASH seront essentielles pour atténuer la propagation des maladies et de la COVID-19.

De plus, compte tenu des dégâts et des destructions importants subis dans le secteur du logement, et de l'apparition de logements de fortune peu sûrs dans les zones touchées, la mise en place de solutions d'hébergement durables sera une action d'intervention prioritaire car des milliers de personnes des milliers de personnes seront probablement déplacées et sans abri au-delà des conséquences immédiates du séisme, en raison des défis permanents en matière de logement dans le pays. Dans un contexte de sécurité aussi précaire, les mécanismes et services de protection doivent être privilégiés pour les groupes les plus vulnérables, tels que les femmes, les filles, les enfants et les personnes âgées, les personnes handicapées et la communauté LGBTIQ+, en particulier la protection contre l'exploitation et les abus sexuels ainsi que la violence basée sur le genre.

Bien que l'augmentation des cas de COVID-19 observée en juin et juillet 2021 se soit stabilisée, le contexte post-séisme augmente considérablement le risque de COVID-19, car les personnes déplacées qui vivent chez des amis ou de la famille, dans des abris d'urgence ou des logements de fortune dans les rues, n'auront pas accès à des services WASH adéquats et à des fournitures de protection personnelle, tandis que la distance physique sera difficile à maintenir avec des personnes vivant dans des quartiers proches. De plus, avec l'arrivée massive d'acteurs humanitaires, militaires et autres pour répondre aux retombées du tremblement de terre, la prévention de la contagion de COVID-19 pourrait poser des problèmes d'accès et des facteurs de risque supplémentaires qui doivent être pris en compte dans la planification et la mise en œuvre des activités des partenaires humanitaires, conformément à la législation nationale et au principe de "ne pas nuire".

Le système de santé des zones les plus touchées est déjà débordé et n'a pas la capacité de répondre efficacement à une épidémie de COVID-19. Cependant, comme moins de 1 pour cent de la population a reçu sa première injection du vaccin COVID-19, y compris les travailleurs de la santé, le risque d'une recrudescence des cas de COVID-19 est préoccupant, surtout si la variante Delta, plus contagieuse et mortelle, est introduite sur l'île.

L'impact du tremblement de terre va considérablement exacerber les besoins humanitaires existants qui résultent de crises multiples auxquelles les autorités nationales et les partenaires humanitaires n'ont pas les ressources humaines et financières pour répondre en même temps. Haïti a déjà été frappé par deux tempêtes cette année, Elsa et Grace. À l'approche du pic de ce qui devrait être une nouvelle saison active des ouragans dans l'Atlantique, la réponse humanitaire doit être rapidement renforcée pour répondre aux besoins urgents et atténuer les vulnérabilités et les risques auxquels les personnes touchées seront exposées face à l'impact potentiel d'une tempête majeure. Pour ce faire, cependant, un financement supplémentaire de l'action humanitaire est nécessaire de toute urgence pour éviter que la crise actuelle ne se détériore davantage, créant une situation humaine encore plus désastreuse dans le pays qui pourrait potentiellement être un facteur susceptible d'intensifier les flux migratoires haïtiens dans les Amériques.

Contact Presse :

Anna Jefferys, OCHA Strategic Communications Branch, jefferysa@un.org, Mobile/WhatsApp : +1 347 707 3734

Pour plus d'informations, veuillez consulter www.unocha.org / www.reliefweb.int / <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/haiti>